

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

14 janvier 2004

PROJET DE LOI SPÉCIALE
portant diverses modifications en matière de
législation électorale

AMENDEMENTS

N° 27 DE M. **BOURGEOIS**

Art. 4

Supprimer cet article.

JUSTIFICATION

L'article 4 supprime l'apparement pour l'élection du Conseil flamand et du Conseil régional wallon en cas de circonscriptions électorales provinciales. De ce fait, les partis ne peuvent donc plus valoriser les «voix perdues» ou les excédents de voix inutilisés. Si l'on instaure en plus un seuil électoral, les petits partis sont doublement touchés. En cas de circonscriptions électorales provinciales, toutes les voix de toutes les provinces où le seuil électoral n'a pas été atteint sont en effet perdues.

Le présent amendement tend toutefois avant tout à rencontrer l'objectif des auteurs du projet de loi, qui soulignent que le projet de loi spéciale vise à appliquer un seul et même système

Documents précédents :

Doc 51 **0584/ (2003/2004)** :

- 001 : Projet de loi.
- 002 : Amendement.
- 003 : Avis du Conseil d'État.
- 004 : Amendements.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

14 januari 2004

ONTWERP VAN BIJZONDERE WET
houdende verschillende wijzigingen
van de kieswetgeving

AMENDEMENTEN

Nr. 27 VAN DE HEER **BOURGEOIS**

Art. 4

Dit artikel schrappen.

VERANTWOORDING

Artikel 4 schaft de lijstenverbinding of zogenaamde apparenering af voor de verkiezing van de Vlaamse Raad en de Waalse Gewestraad in geval van provinciale kieskringen. Hierdoor kunnen de partijen dus niet langer de ongebruikte 'reststemmen' of stemoverschotten benutten. Wanneer hier bovenop ook nog eens een kiesdrempel wordt ingevoerd, worden de kleine partijen dubbel hard getroffen. In geval van provinciale kieskringen gaan immers alle stemmen in alle provincies waar de kiesdrempel niet werd bereikt, verloren.

Bovenal wens voorliggend amendement echter tegemoet te komen aan de doelstelling van de indieners van het ontwerp. Deze stellen immers dat het ontwerp van bijzondere wet ertoe

Voorgaande documenten :

Doc 51 **0584/ (2003/2004)** :

- 001 : Wetsontwerp.
- 002 : Amendement.
- 003 : Advies van de Raad van State.
- 004 : Amendementen.

électoral pour les élections fédérales et les élections régionales, afin de ne pas embrouiller l'électeur.

Le problème est toutefois que les auteurs tiennent compte, dans leur projet de loi spéciale, tant des circonscriptions électorales provinciales que des circonscriptions électorales d'arrondissement.

Les auteurs souhaitent également maintenir l'apparement si les actuelles circonscriptions électorales d'arrondissement sont maintenues. Il s'avère donc, subitement, qu'il n'est plus nécessaire d'appliquer un seul et même système électoral pour les élections fédérales et les élections régionales. En cas de circonscriptions électorales d'arrondissement, on peut donc parfaitement embrouiller l'électeur.

Il convient en outre de signaler aux auteurs que l'apparement est encore bel et bien possible, non seulement pour les élections fédérales, mais également pour l'élection du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale.

À ce sujet, il convient de noter l'arrêt n° 73/2003 de la Cour d'arbitrage, dans lequel la Cour d'arbitrage annule certaines parties de la réforme de la législation électorale fédérale. C'est ainsi que l'arrêt annule, entre autres, l'article 6 de la loi du 13 décembre 2002 modifiant le Code électoral ainsi que son annexe. Cet article 6 remplaçait l'alinéa 2 de l'article 132 du Code électoral et n'autorisait plus l'apparement que pour les listes de l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde. La Cour d'arbitrage a toutefois annulé l'article 6, de sorte que l'article 132 du Code électoral a été rétabli dans sa version originale et est libellé comme suit :

«Lors des élections pour le renouvellement intégral de la Chambre des représentants, les candidats d'une liste peuvent, avec l'assentiment des personnes qui les ont présentés, déclarer former groupe, au point de vue de la répartition des sièges, avec les candidats, nominativement désignés, de listes présentées dans d'autres circonscriptions électorales de la même province.

Ces déclarations peuvent aussi porter soit sur le groupement de listes dans la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde et la circonscription électorale de Louvain, soit sur le groupement de listes dans la circonscription électorale de Bruxelles-Hal-Vilvorde et la circonscription électorale de Nivelles.»

Il convient en outre de souligner que l'apparement est également encore possible pour l'élection des membres néerlandophones et francophones du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale (art. 16bis, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises).

streckt om één en hetzelfde kiessysteem te hanteren voor de federale verkiezingen als voor de gewestraadverkiezingen, zodat de burger niet in verwarring geraakt.

Probleem is evenwel dat de indieners in hun ontwerp van bijzondere wet zowel rekening houden met provinciale kieskringen als met arrondissementele kieskringen.

Wanneer de huidige arrondissementele kieskringen worden behouden, willen de indieners ook de lijstenverbinding behouden. Dan blijkt het dus plots niet meer noodzakelijk om één en hetzelfde kiessysteem te hanteren voor de federale verkiezingen als voor de gewestraadsverkiezingen. De burger mag in geval van arrondissementele kieskringen dus best wel in verwarring geraken.

De indieners wijzen er daarenboven op dat voor de federale verkiezingen, maar ook voor de verkiezingen voor de Brusselse Hoofdstedelijke Raad, de lijstenverbinding nog wel degelijk bestaat.

Dienaangaande dient gelet op arrest nr. 73/2003 van het Arbitragehof. In dit arrest vernietigt het Arbitragehof bepaalde delen van de federale kieshervorming van 2002. Zo vernietigt het arrest onder andere artikel 6 van de wet van 13 december 2002 tot wijziging van het kieswetboek evenals zijn bijlage. Dit artikel 6 verving het tweede lid van artikel 132 van het Kieswetboek en wenste de lijstenverbinding enkel en alleen nog mogelijk te maken voor de lijsten in de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde. Het Arbitragehof vernietigde artikel 6 evenwel, waardoor artikel 132 van het Kieswetboek in de oorspronkelijke staat werd hersteld en dus als volgt luidt :

«Bij de verkiezingen voor de gehele vernieuwing van de Kamer van Volksvertegenwoordigers kunnen de kandidaten van een lijst, met instemming van de personen die hen voorgedragen hebben, verklaren dat zij, met het oog op de zetelverdeling, zich verbinden met de bij name aan te wijzen kandidaten van lijsten die in andere kieskringen van dezelfde provincie zijn voorgedragen.

Deze verklaringen mogen ook betrekking hebben hetzij op verbinding van lijsten in de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde en de kieskring Leuven, hetzij op verbinding van lijsten in de kieskring Brussel-Halle-Vilvoorde en de kieskring Nijvel.»

Daarnaast dient er op gewezen dat de lijstverbinding ook nog steeds bestaat voor de verkiezingen van de Nederlandstalige en Franstalige leden van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad (artikel 16bis, § 2 van de Bijzondere Wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen).

N° 28 DE M. BOURGEOIS

Art. 6

Apporter les modifications suivantes :

A) supprimer les points 2°, 3°, 4° et 6° ;

B) au point 5°, supprimer les mots «devenant l'alinéa 4».

JUSTIFICATION

Les auteurs du projet estiment que l'instauration d'un seuil électoral tend à «combattre un émiettement de la représentation politique». Or, elle revient à écarter du parlement les mouvements politiques de plus petite taille, et à réduire ces derniers au silence. Pourtant, lorsque M. Dehaene, alors premier ministre, et M. Van Hecke, ancien président du CVP, ont déposé, en 1994, une proposition de loi instaurant un seuil électoral de 5%, M. Guy Verhofstadt, alors président du VLD, s'y est farouchement opposé, estimant alors que «les seuils électoraux constituaient un système moins démocratique» (De Morgen, 11 octobre 1994). Aujourd'hui, le premier ministre, son parti et ses partenaires de la majorité semblent avoir «dépassé» leurs convictions démocratiques d'antan. En 1997, M. Verhofstadt a lui-même plaidé en faveur d'un nouveau système électoral mixte, à mi-chemin entre le système majoritaire et une représentation proportionnelle à la hongroise. À cette époque, Guy Verhofstadt a cependant déclaré qu'il voulait éviter que les petits partis ne soient plus représentés : «Je ne veux pas sacrifier la richesse de notre paysage politique. Je veux que toutes les tendances continuent à être représentées au parlement» (De Morgen, 3 juin 1997 et 13 août 1997).

Les auteurs du projet évoquent en outre un «souci d'harmonisation» : on instaure un seuil électoral pour l'élection des trois conseils régionaux dès lors que ce seuil existe également au niveau fédéral. Or, cet argument ne tient pas dès lors que, pour les élections fédérales, le seuil électoral ne s'applique pas dans toutes les circonscriptions électorales. En effet, il ne s'applique ni à Bruxelles-Hal-Vilvorde, ni à Louvain. Par conséquent, tant que les élections fédérales ne sont pas elles-mêmes harmonisées, on peut difficilement les harmoniser avec l'élection des conseils régionaux.

Il y a en outre lieu d'attirer l'attention sur l'arrêt n° 73/2003 de la Cour d'arbitrage et sur l'avis rendu par le Conseil d'État au sujet du projet de loi spéciale à l'examen. On lit dans l'arrêt n° 73/2003 de la Cour d'arbitrage que :

«B.19.5. Toute différence de traitement entre les électeurs et entre les candidats doit toutefois être compatible avec les articles 10 et 11 de la Constitution.

B.19.6. Un seuil électoral rend l'obtention d'un siège plus difficile pour les petits partis. Les grands partis peuvent de ce fait obtenir un plus grand nombre de sièges que s'il n'existait pas de seuil électoral. Le seuil électoral tend ainsi à combattre «une plus grande fragmentation du paysage politique» (Doc. parl., Chambre, 2001-2002, DOC 50 1806/1, p. 7).»

Nr. 28 VAN DE HEER BOURGEOIS

Art. 6

De volgende wijzigingen aanbrengen :

A) punten 2, 3, 4 en 6 doen vervallen;

B) in punt 5°, de woorden «dat het vierde lid wordt» doen vervallen.

VERANTWOORDING

Luidens de indieners strekt de invoering van een kiesdrempel ertoe «een verkrumeling van de politieke vertegenwoordiging tegen te gaan». Dit komt erop neer dat kleinere politieke stromingen uit het parlement worden geweerd en de mond worden gesnoerd. Nochtans lanceerden premier Dehaene en toenmalig CVP-voorzitter Van Hecke al in 1994 een voorstel tot invoering van een kiesdrempel van 5 %. VLD-voorzitter Guy Verhofstadt was toen een fervent tegenstander : «Kiesdrempels zijn een minder democratische methode» (De Morgen, 11/10/1994). De premier en zijn partij- en coalitiegenoten lijken vandaag 'genezen' van hun eerste democratische overtuiging. In 1997 pleitte dezelfde Verhofstadt voor een nieuw kiessysteem, een mengvorm van een meerderheidssysteem en een evenredige vertegenwoordiging zoals in Hongarije. Guy Verhofstadt wou evenwel uitdrukkelijk vermijden dat de kleine partijen niet meer aan bod zouden komen, : «Ik wil de rijkdom van ons politiek landschap niet opofferen. Ik wil dat in het parlement alle strekkingen vertegenwoordigd blijven.» (De Morgen 3/06/1997 en 13/08/1997).

Voorts halen de indieners «harmonisatieredenen» aan : er wordt een kiesdrempel ingevoerd voor de verkiezing van de drie Gewestraden omdat deze ook bestaat bij de federale verkiezingen. Deze redenering houdt geen steek vermits voor de federale verkiezingen niet in alle kieskringen een kiesdrempel geldt: niet in Brussel-Halle-Vilvoorde en niet in Leuven. Men kan zodoende moeilijk de federale verkiezingen harmoniseren met de verkiezingen voor de Gewestraden, wanneer de federale verkiezingen zélf niet eens geharmoniseerd zijn.

Daarenboven dient gewezen op het arrest nr. 73/2003 van het Arbitragehof en het advies van de Raad van State over voorliggend ontwerp van bijzondere wet. Het arrest nr. 73/2003 van het Arbitragehof stelt :

«B.19.5. Elk verschil in behandeling tussen kiezers en kandidaten moet evenwel in overeenstemming zijn met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

B.19.6. Een kiesdrempel maakt het voor kleinere partijen moeilijker om een zetel te behalen. Daardoor kunnen grotere partijen een groter aantal zetels verwerven dan wanneer er geen kiesdrempel zou bestaan. Aldus strekt een kiesdrempel ertoe de 'versnippering' van het politiek landschap» tegen te gaan (Parl. St., Kamer, 2001-2002, DOC 50 1806/1, blz. 7).

L'instauration d'un seuil électoral ne peut pas être considérée en faisant abstraction d'une autre modification, déjà mentionnée, de la législation électorale. En étendant les circonscriptions électorales pour l'élection de la Chambre des représentants de manière à les faire coïncider en principe avec les provinces, le législateur a pris une mesure qui facilite l'obtention d'un siège par les partis plus petits.

B.19.7. Un seuil électoral légal n'a d'effet que s'il est plus élevé que le «seuil naturel» à atteindre pour obtenir un siège.

Selon les travaux préparatoires, en ce qui concerne l'élection de la Chambre des représentants, le seuil électoral légal n'aurait d'effet que dans les provinces d'Anvers et de Flandre orientale (Doc. parl., Chambre, 2001-2002, DOC 50 1806/8, p. 9).

B.19.8. Eu égard au but qu'elle poursuit et compte tenu aussi bien de l'agrandissement des circonscriptions électorales que de la faible hauteur du seuil électoral, la mesure attaquée ne peut être considérée comme une limitation disproportionnée du régime de la représentation proportionnelle.

Le projet de loi spéciale qui est actuellement à l'examen ne répond nullement aux deux conditions posées par la Cour d'arbitrage : un agrandissement des circonscriptions électorales et la faible hauteur du seuil électoral.

Le projet de loi spéciale ne précise tout d'abord pas si des circonscriptions électorales provinciales plus grandes sont prévues ou non pour l'élection des conseils régionaux.

Ensuite, la hauteur du seuil électoral ne peut absolument pas être qualifiée de «faible». Pour les élections de la Chambre des représentants, seuls 88 députés flamands ont en effet été élus. Pour le Conseil flamand, 124 députés doivent être élus. L'effet du seuil électoral de 5% est donc lui aussi bien plus important.

Cela ressort clairement de l'application du résultat des dernières élections - celles du 18 mai 2003 - à l'organisation des élections du Conseil flamand, telle qu'elle est proposée par le projet de loi spéciale à l'examen en cas de circonscriptions provinciales. Sur la base de ce résultat électoral, on peut calculer le seuil électoral 'naturel' ou pourcentage de voix qui est nécessaire pour obtenir le dernier siège à pourvoir.

Province	Pourcentage requis pour l'obtention du dernier siège à pourvoir
Brabant flamand	3,9 %
Flandre orientale	3,4 %
Flandre occidentale	3,8 %
Anvers	2,7 %
Limbourg	5,3 %

Il ressort de cet aperçu que dans toutes les provinces, à l'exception du Limbourg, le seuil électoral naturel est sensiblement supérieur au seuil électoral de 5 %. Le Limbourg mis à part, le seuil électoral est en moyenne 1,5 % plus élevé que le seuil électoral naturel.

De invoering van een kiesdrempel kan niet los worden gezien van een andere, reeds vermelde wijziging in de kieswetgeving. Door de kieskringen voor de verkiezing van de Kamer van Volksvertegenwoordigers in de regel te vergroten tot het niveau van de provincies, heeft de wetgever een maatregel genomen die het voor kleinere partijen gemakkelijker maakt om een zetel te behalen.

B.19.7. Een wettelijke kiesdrempel heeft slechts gevolgen wanneer hij hoger ligt dan de 'natuurlijke drempel' m een zetel te behalen.

Volgens de parlementaire voorbereiding zou, wat de verkiezingen voor de Kamer van Volksvertegenwoordigers betreft, de wettelijke kiesdrempel enkel effect ressorteren in de provincies Antwerpen en Oost-Vlaanderen (Parl. St., Kamer, 2001-2002, DOC 50 1806/8, blz. 9).

B.19.8. In het licht van de doelstelling van de bestreden maatregel en rekening houdend met zowel de vergroting van de kieskringen als de geringe hoogte van de kiesdrempel, kan hij niet als een onevenredige beperking van het kiesstelsel worden beschouwd.»

Het ontwerp van bijzondere wet dat momenteel voorligt, beantwoordt geenszins aan de twee voorwaarden zoals gesteld door het Arbitragehof : een vergroting van de kieskringen en de geringe hoogte van de kiesdrempel.

Het ontwerp van bijzondere wet laat ten eerste in het midden of er al dan niet grotere, provinciale kieskringen komen voor de gewestraden.

Ten tweede is de hoogte van de kiesdrempel allerminst «gering» te noemen. Voor de verkiezingen van de Kamer van Volksvertegenwoordigers werden er uiteindelijk immers maar 88 Vlaamse volksvertegenwoordigers gekozen. Voor de Vlaamse Raad moesten er 124 volksvertegenwoordigers worden verkozen. Dus is ook het effect van de kiesdrempel van 5 % veel groter.

Dit blijkt overduidelijk uit de toepassing van de meest recente uitslag van de verkiezingen, deze van 18 mei 2003, op de organisatie van de verkiezingen van de Vlaamse Raad, zoals voorgesteld door het huidig ontwerp van bijzondere wet in geval van provinciale kieskringen. Op basis van deze verkiezingsuitslag kan de 'natuurlijke» kiesdrempel worden berekend of het percentage stemmen dat nodig is om de laatst toebedeelde zetel te behalen

Provincie	Benodigd % voor laatst toebedeelde zetel
Vlaams-Brabant	3,9 %
Oost-Vlaanderen	3,4 %
West-Vlaanderen	3,8 %
Antwerpen	2,7 %
Limburg	5,3 %

Uit dit overzicht blijkt dat in alle provincies, behalve Limburg, de natuurlijke kiesdrempel gevoelig hoger ligt dan de kiesdrempel van 5 %. Limburg buiten beschouwing latende, ligt de kiesdrempel gemiddeld 1,5 % hoger dan de natuurlijke kiesdrempel.

À Anvers, par exemple, le seuil électoral passe de 2,7 % à 5 %, ce qui signifie que pour obtenir un siège, un parti doit obtenir 85 % de voix de plus s'il existe un seuil électoral que s'il n'en existe pas.

En conclusion : les électeurs et candidats des petits partis ne sont pas traités de la même manière que les électeurs et candidats des grands partis. Il s'agit en l'occurrence d'une violation des principes d'égalité et de non-discrimination inscrits dans la Constitution. Si ce sont en définitive des circonscriptions électorales d'arrondissement qui sont instaurées au lieu de circonscriptions électorales provinciales, le projet ne satisfait même à aucune des conditions fixées par la Cour d'arbitrage.

Ce n'est pas un hasard si le Conseil d'État a observé, dans son avis sur le projet de loi spéciale à l'examen, qu'au regard des principes d'égalité et de non-discrimination inscrits aux articles 10 et 11 de la Constitution, «les auteurs ne justifient pas l'introduction d'un seuil électoral pour les élections régionales.»

N°29 DE M. BOURGEOIS

Art. 7

Supprimer cet article.

JUSTIFICATION

Voir l'amendement à l'article 6.

N°30 DE M. BOURGEOIS

Art. 8

Supprimer cet article.

JUSTIFICATION

L'article 8 du projet de loi spéciale prévoit que seules les listes ayant obtenu 5% des voix dans l'ensemble de la province peuvent participer au groupement de listes. Cet article se fonde donc à nouveau sur des circonscriptions électorales d'arrondissement et est donc tout à fait inutile dans le cas de circonscriptions électorales provinciales.

Cet article instaure en outre un triple seuil électoral dans le cas de circonscriptions électorales d'arrondissement. Eu égard à l'argumentation développée dans la justification de l'amendement à l'article 6, il va sans dire que cette disposition est tout à fait incompatible avec les conditions posées par la Cour d'arbitrage pour qu'un seuil électoral soit constitutionnel : les circonscriptions électorales doivent être agrandies et le seuil électoral

Bijvoorbeeld in Antwerpen verhoogt de kiesdrempel van 2,7 naar 5 %, dus moet een partij 85 % meer stemmen halen mét een kiesdrempel dan zonder een kiesdrempel om een zetel te behalen.

Slotsom : de kiezers en kandidaten van kleinere partijen worden ongelijk behandeld ten opzichte van de kiezers en kandidaten van grotere partijen. Dit betekent een schending van het gelijkheidsbeginsel en het non-discriminatiebeginsel van de Grondwet. Indien uiteindelijk geen provinciale kieskringen, maar arrondissementele kieskringen gelden, beantwoordt het ontwerp zelfs aan geen enkele van de voorwaarden gesteld door het Arbitragehof.

Niet toevallig stelde de Raad van State in zijn advies over voorliggend ontwerp van bijzondere wet dat, gelet op het gelijkheidsbeginsel en het non-discriminatiebeginsel van artikel 10 en 11 van de Grondwet, «de indieners niet verantwoorden om welke reden voor de gewestverkiezingen een kiesdrempel wordt ingevoerd».

Nr. 29 VAN DE HEER BOURGEOIS

Art. 7

Dit artikel schrappen.

VERANTWOORDING

Zie amendement op artikel 6.

Nr. 30 VAN DE HEER BOURGEOIS

Art. 8

Dit artikel schrappen.

VERANTWOORDING

Artikel 8 van het ontwerp van bijzondere wet stelt dat alleen lijsten, die 5 % van de stemmen hebben behaald in de gehele provincie, mogen deelnemen aan de lijstenverbinding. Dit artikel gaat dus opnieuw uit van arrondissementele kieskringen en wordt volstrekt nutteloos in geval van provinciale kieskringen.

Daarenboven wordt met dit artikel, in geval van arrondissementele kieskringen, een driedubbele kiesdrempel ingevoerd. Gelet op de argumentatie bij het amendement op artikel 6 hoeft het geen betoog dat deze regeling volstrekt haaks staat op de voorwaarden die het Arbitragehof stelt voor de grondwettelijkheid van een kiesdrempel : de kieskringen moeten vergroot worden en de kiesdrempel moet van geringe hoogte

ne doit pas être élevé. Plus encore que des dispositions antérieures, cette disposition a pour conséquence que les électeurs et les candidats de petits partis ne sont pas traités sur le même pied que les électeurs et les candidats de grands partis.

N° 31 DE M. BOURGEOIS

Art. 14

Supprimer cet article.

JUSTIFICATION

L'article 14 abroge l'article 29^{undecies}, alinéa 2, de la loi spéciale de réformes institutionnelles. Cet article de la loi spéciale de réformes institutionnelles confère au Conseil flamand et au Conseil régional wallon le pouvoir de désigner, chacun en ce qui le concerne, les bureaux centraux provinciaux.

Le gouvernement porte ainsi atteinte à l'autonomie constitutive du Conseil flamand et du Conseil régional wallon en les privant de ce pouvoir. Or, à en croire leurs propres déclarations et programmes, plusieurs partis de la majorité gouvernementale souhaitent au contraire étendre les compétences des communautés et des régions.

Souscrivant à cette ambition, nous proposons de supprimer l'article 14.

N° 32 DE M. BOURGEOIS

Art. 15

Supprimer cet article.

JUSTIFICATION

Nous estimons que la personne âgée de 18 ans est trop jeune pour assumer un portefeuille ministériel. Il est assez incompréhensible qu'il faille avoir 21 ans pour pouvoir être élu sénateur et 18 ans seulement pour être nommé ministre.

zijn. Nog meer dan vorige bepalingen, leidt deze regeling er toe dat de kiezers en kandidaten van kleinere partijen ongelijk behandeld worden ten opzichte van de kiezers en kandidaten van grotere partijen.

Nr. 31 VAN DE HEER BOURGEOIS

Art. 14

Dit artikel schrappen.

VERANTWOORDING

Artikel 14 schrapt het tweede lid van artikel 29^{undecies} van de BWHI. Dit artikel van de BWHI kent de Vlaamse Gewestraad en de Waalse Gewestraad, elk wat hen betreft, de bevoegdheid toe om de provinciale hoofdbureaus aan te duiden.

De regering doet zodoende afbreuk aan de constitutieve autonomie van de Vlaamse Raad en de Waalse Gewestraad en ontnemt hen deze bevoegdheid. Nochtans wensen diverse regeringspartijen, luidens hun eigen verklaringen en partijprogramma's, net de bevoegdheden van de gemeenschappen en gewesten uit te breiden.

Omdat de indiener van voorliggend amendement deze ambitie deelt, stelt hij voor artikel 14 wijselijk te schrappen.

Nr. 32 VAN DE HEER BOURGEOIS

Art. 15

Dit artikel schrappen.

VERANTWOORDING

De indiener van dit amendement acht de leeftijd van 18 jaar te jong voor het ministerschap. Het is vrij onbegrijpelijk dat men 21 jaar moet zijn om tot senator te kunnen worden verkozen en amper 18 jaar om tot minister te kunnen worden benoemd.

N° 33 DE M. **BOURGEOIS**

Art. 16

Supprimer cet article.

JUSTIFICATION

Nous estimons que la personne âgée de 18 ans est trop jeune pour assumer un portefeuille ministériel. Il est assez incompréhensible qu'il faille avoir 21 ans pour pouvoir être élu sénateur et 18 ans seulement pour être nommé ministre.

N° 34 DE M. **BOURGEOIS**

Art. 18

Supprimer cet article.

JUSTIFICATION

L'instauration d'un seuil électoral est une limitation abusive du droit de vote et du droit d'éligibilité et a pour effet que les électeurs et les candidats des petits partis ne sont pas traités sur le même pied que les électeurs et les candidats des grands partis.

Nr. 33 VAN DE HEER **BOURGEOIS**

Art. 16

Dit artikel schrappen.

VERANTWOORDING

De indiener van dit amendement acht de leeftijd van 18 jaar te jong voor het ministerschap. Het is vrij onbegrijpelijk dat men 21 jaar moet zijn om tot senator te kunnen worden verkozen en amper 18 jaar om tot minister te kunnen worden benoemd.

Nr. 34 VAN DE HEER **BOURGEOIS**

Art. 18

Dit artikel schrappen.

VERANTWOORDING

De indiener van dit amendement acht de leeftijd van 18 jaar te jong voor het ministerschap. Het is vrij onbegrijpelijk dat men 21 jaar moet zijn om tot senator te kunnen worden verkozen en amper 18 jaar om tot minister te kunnen worden benoemd.

Geert BOURGEOIS (N-VA)